



Loïc Venance/AFP

Place de la République à Paris, l'hommage de la nation aux victimes des attentats du 13 novembre.

# Deux exemples anglo-saxons pour refaire l'unité d'un pays

Si elle ne veut pas être livrée aux extrémistes de tout bord, la France doit se réapproprier les symboles et la réalité de la République. En Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, les manifestations patriotiques sont la norme.

LA  
**CHRONIQUE**  
d'Edouard  
Tétreau



Un grand moment de solitude, vendredi dernier. Certes, il n'y avait pas vraiment de quoi pavoiser, quinze jours après les attentats de Paris qui ont ensanglanté nos vies et mis en lumière des décennies de mensonges, de lâchetés et de défaillances de la part de la classe politique comme de l'appareil d'Etat. Notamment l'appareil judiciaire et policier, singulièrement dépourvu de moyens et d'efficacité organisationnelle. Mais l'idée présidentielle de « faire pavoiser » le drapeau tricolore vendredi dernier, en hommage aux 130 victimes des attentats, était une belle idée. La nation allait manifester son unité et son identité par ce geste simple. On pouvait même espérer qu'une forêt de drapeaux tricolores couvre les façades des immeubles parisiens, au moment où Paris accueillait le monde entier pour la COP21.

Votre chroniqueur pavoisa... et, à quelques rares exceptions près, se sentit bien seul dans son immeuble, sa rue, son pâté de maisons, son quartier, sa ville. Même constat en régions : le sentiment patriotique semble devenu marginal, voire incongru dans notre pays, après quatre décennies de pensée et de génération soixante-huitarde et post-soixante-huitarde au pouvoir, dans le monde politique comme dans le monde intellectuel. Celui des « nouveaux philosophes » des années 1970 ; des plagiaires multirécidivistes qui se bouchent le nez lorsqu'ils entendent parler de Péguy ou de Bernanos. Celui des déclinistes qui vivent de leur « schadenfreude » et interdisent tout espoir aux générations futures. A l'instar d'un autre symbole de la République, « La Marseillaise », qu'ils ne veulent plus chanter ni entendre, ils semblent vouloir mépriser les trois couleurs – celles de la liberté, de la royauté et de la révolution. Or, s'il n'y a personne pour défen-

dre et promouvoir les symboles de la République, faut-il s'étonner que cette dernière soit en lambeaux, prête à se donner à n'importe qui ?

Après les attentats du 13 novembre, j'avais formulé dans ces colonnes une première proposition pour que nous partions à la reconquête de nous-mêmes : organiser une sécurité et une défense citoyennes avec l'activation de formations militaires pour tous, sous l'autorité de l'armée, en mobilisant écoles, entreprises et administrations. Je suggère deux autres idées, puisées dans les pratiques de deux grands pays dont le dynamisme économique comme – ce qui va de pair – les traditions de démocratie et d'accueil de l'étranger se sont révélés plus solides que les nôtres au fil des siècles. En Grande-Bretagne, le « God Save the Queen » est chanté dans de nombreuses écoles primaires, notamment à Londres, au grand dam des parents venus du monde entier.

**Le sentiment patriotique semble devenu marginal voire incongru dans notre pays.**

**L'hymne national ou l'allégeance à la Constitution sont usuels dans les grandes démocraties.**

Pourquoi pas nous ? Pourquoi ne pas imaginer « La Marseillaise » chantée dans toutes les classes en France ? Le faire le vendredi, par exemple, jour important pour les chrétiens, les juifs et les musulmans, ne serait pas une provocation, mais la manifestation que la République française nous rassemble au-dessus de toutes les origines, ethnies, croyances, incroyances et théories en tout genre. Cet exercice permettrait d'identifier les classes, écoles et territoires de la République à célébrer – ou à reconquérir.

Aux Etats-Unis, comme d'ailleurs en Grande-Bretagne, les étrangers souhaitant devenir Américains doivent passer

un test de connaissances pointu sur leur nouveau pays. Et, pour les Etats-Unis, prêter un serment d'allégeance particulièrement engageant : « *Je déclare [...] soutenir et défendre les Etats-Unis contre tout ennemi, qu'il vienne de l'extérieur ou de l'intérieur ; [...] prendre les armes, accomplir mon service militaire [...] exécuter un travail d'intérêt national sous autorité civile si la loi l'exige [...].* » Pourquoi ne pas l'appliquer à nous-mêmes ? Et conditionner le droit de vote, national et local, à la prononciation d'un serment d'allégeance à la République française et à ses valeurs, par tous les Français – pas uniquement ceux qui viennent d'arriver, pour lesquels seule une poussive cérémonie administrative, dans laquelle ils sont passifs, est prévue. Une alternative serait de prêter allégeance à la Constitution française, ou tout simplement aux 17 articles de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Notamment l'article 10 : « *Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi.* » Chanter « La Marseillaise » une fois par semaine dans les collèges et lycées de la République. Demander aux Français majeurs de prêter allégeance à la République et à ses valeurs fondamentales. Ces deux idées issues de grandes sociétés démocratiques ne donneront pas du travail aux 5 millions de chômeurs en France – ce cancer d'« une société où nous avons construit la capacité à fermer la porte », pour reprendre les mots justes d'Emmanuel Macron.

Mais, face à la réalité d'un pays qui se disloque et a du mal à refaire son unité, il serait suicidaire de ne pas tenter de se réapproprier les symboles et la réalité de la République. Faute de quoi nous les laisserions à ceux qui n'ont aucune solution à proposer, sinon la haine de l'étranger, le repli sur soi et, au fond, la guerre civile, communauté contre communauté. Les 130 morts et 351 blessés du 13 novembre méritent mieux.

**Edouard Tétreau** est associé gérant de Mediafin ([www.edouardtetreau.com](http://www.edouardtetreau.com)), auteur de « Au-delà du mur de l'argent » (Stock).